

Un débat insincère et tronqué sur le PADD

le 24 Octobre 2023

Les remarques ci-dessous portent sur le compte-rendu du débat sur le PADD lors du conseil municipal du 23 Octobre 2023 qui est disponible ici sur le site de la mairie:

https://www.mairie-de-vaujany.fr/csx/scripts/downloader2.php?filename=T004/fichier/55/b1/ckv64z4w6765&mime=application%2Fpdf&originalname=CR_d_bat_PADD_CM_23_10_2023.pdf

Les extraits de ce document sont surlignés en jaune.

A. Les modifications sur l'agriculture ont été masquées aux conseillers municipaux

Ci-dessous 2 extraits du compte-rendu du débat portant sur l'agriculture :

Monsieur Bruno Aveque interroge le sujet des zones agricoles qui constituent un potentiel de développement.

Monsieur le Maire indique que les activités agricoles sont bien prises en compte dans ce projet de PADD : maintenir l'activité agricole, soutenir le pastoralisme, renforcer la synergie entre le tourisme et l'agriculture, valoriser les produits locaux...

Monsieur le Maire rappelle le soutien apporté aux installations existantes comme au maintien d'une activité pastorale. La rédaction du PADD permet à de nouveaux projets de s'inscrire dans cette dynamique. Le PLU sera donc de nature à soutenir, encourager, favoriser la présence d'activités agricoles.

Pourtant le PADD adopté en Juillet 2023 mentionnait un objectif de favoriser l'installation de nouvelles exploitations agricoles. Cette mention a été supprimée dans la version d'Octobre 2023. La comparaison entre les 2 textes figure ci-dessous :



d'attractivité de la commune.

- Renforcer le poids de l'activité agricole en essayant de pérenniser des exploitations à l'année tout en accompagnant et cadrant le développement des habitations qui y sont liées.
- Favoriser le maintien des exploitations existantes en leur garantissant un périmètre fonctionnel, et l'installation de nouvelles exploitations.
- Assurer le développement de l'activité agricole en lien avec de la vente directe.
- Maintenir l'activité agro-pastorale en assurant la complémentarité entre les différents usages, y compris touristiques, et les activités des espaces agricoles et du pastoralisme. Cette politique permettra en parallèle de limiter l'enfrichement des terres.

PADD débattu en Conseil Municipal le 7 juillet 2023

/// 5 ///

u attractivite de la commune.

- Maintenir l'activité agricole en favorisant la pérennité des exploitations existantes, la vente directe et la distribution en circuit court.
- Garantir le périmètre fonctionnel des exploitations existantes et encadrer le développement des habitations qui y sont liées.

PADD débattu en Conseil Municipal le 20 octobre 2023

/// 5 ///

La décision de ne pas favoriser l'installation de nouvelles exploitations agricoles est d'ailleurs explicitement revendiquée dans le rapport de présentation du PLU en page 544 où il est écrit :

La commune aurait pu faire le choix de viser la création d'emplois dans les secteurs de l'agriculture ou du service, mais cela n'avait pas de véritable fondement ni d'avenir en soi, eu égard à sa situation actuelle. Elle opte pour le maintien de ce qu'elle sait déjà faire: l'offre touristique, mais cherche à en proposer un développement de nature à anticiper son évolution, notamment vers un tourisme aux saisons allongées, avec des structures appropriées.

Cependant les conseillers municipaux n'ont pas participé à cette décision, ni même été informés de cette décision lors du dernier débat sur le PADD, en Octobre 2023.

B. L'information donnée aux conseillers municipaux sur la carte de synthèse est erronée.

Le texte ci-dessous est un extrait du compte-rendu du débat .

Il est précisé en réponse que les enveloppes qui apparaissent dans cette carte de synthèse traduisent un état de fait. Elles sont l'illustration graphique des "parties actuellement urbanisées" (Cf. légende de la carte de synthèse).

La carte de synthèse du PADD débattu ce 23 octobre 2023 traduit bien cela. Les espaces intégrés dans ce zonage sont à ce jour urbanisés. C'est ainsi le cas par exemple du parking de la centrale EDF qui apparaît dans cette cartographie comme pouvant faire l'objet d'une densification.

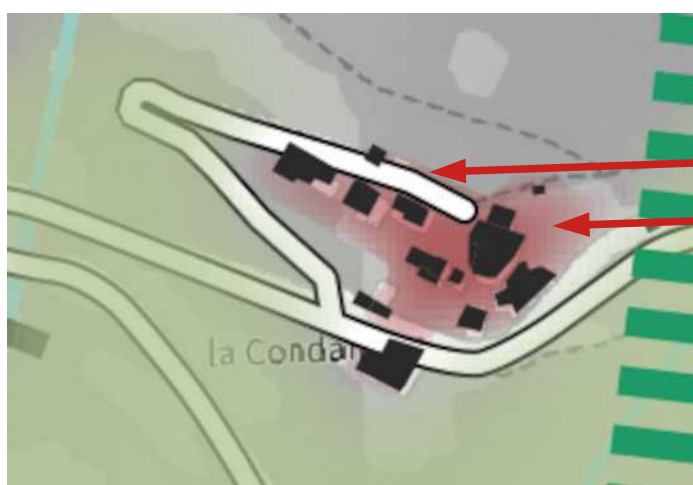
Cette carte de synthèse n'est pas le zonage du PLU qui en sera la traduction détaillée, à l'échelle de la parcelle.

Cette affirmation n'est pas exacte puisque, sur cette carte de synthèse, des parcelles non urbanisées sont intégrées dans la zone urbanisée: les parcelles G1539 et G944 à la Condamine et des parcelles à la Villette sont dans la zone urbanisée sur la carte de synthèse alors qu'elles font l'objet d'une demande d'autorisation à la CDPENAF respectivement en page 460 et 471 du rapport de présentation. Ces demandes d'autorisation à la CDPENAF sont faites justement puisque ces parcelles ne font pas partie du périmètre actuellement urbanisé du hameau.

Extrait carte de synthèse de la Villette



Extrait carte de synthèse la Condamine



C. L'impossibilité d'ajouter des parcelles en extension dans les hameaux n'est pas réelle

Le texte ci-dessous est un extrait du compte rendu du débat.

Monsieur Bruno Aveque interroge le sujet de la définition des zones en extension dans le PADD en rappelant que le Conseil municipal a bien décidé lors des débats précédents de la création de zones en extension des enveloppes urbaines.

Monsieur le Maire confirme ces propos qu'il complète en indiquant que les contraintes posées par la loi Climat & Résilience n'ont permis au conseil municipal de ne positionner que deux zones d'extension et que ces deux zones d'extension sont situées au Grand Vaujany et affectées à des objectifs de développement touristique de la station. Il rappelle qu'aucune zone d'extension des enveloppes existantes n'a pu être intégrée dans les hameaux, y compris pour de l'habitat qui devra donc se déployer dans les enveloppes déjà urbanisées.

Cette affirmation n'est pas exacte. Comme indiqué ci-dessus les parcelles G1539 à la Condamine et G944 sont constructibles dans le PLU alors qu'elles sont en extension dans les hameaux.

Par ailleurs, la parcelle G752 a aussi été exclue du périmètre urbanisé du hameau sur la carte de synthèse dans le PADD d'Octobre 2023, comme en témoigne l'extrait de la carte de synthèse ci-dessous.



Cette exclusion ne peut s'expliquer par la loi climat et résilience. En effet, cette parcelle est classée dans la catégorie SOL dans les fichiers fonciers, comme en témoigne un extrait de l'acte de vente figurant en Annexe 2. Hors selon la nomenclature de la loi climat et résilience, la catégorie SOL est considérée comme une surface artificialisée (voir tableau figurant en Annexe 3 extrait du site du ministère de l'écologie <https://artificialisation.developpement-durable.gouv.fr/comprendre-et-sensibiliser/faq>).

D. La justification de la modification de la carte de synthèse au Perrier n'est pas crédible

Les modifications de la carte de synthèse apportées lors de la séance d'Octobre 2023 portent uniquement sur le hameau du Perrier.

Il est précisé en réponse que les modifications apportées à la carte de synthèse du PADD entre le débat du 7 juillet et celui du 23 octobre concernent principalement les parcelles du hameau du Perrier sur lesquelles les services de l'Etat ont émis des avis conformes défavorables.

Une comparaison des 2 cartes de synthèse est donnée ici :

Version Juillet 2023:

Version Octobre 2023:



Monsieur Eric Dournon sollicite ensuite des précisions sur l'adaptation de l'enveloppe urbaine au Perrier. Il est précisé en réponse que cette évolution apportée au PADD débattu en juillet 2023 n'est pas rédactionnelle mais graphique. Elle apparaît dans la carte de synthèse du projet de PADD.

Cette évolution est issue, d'une part, des discussions qui ont eu lieu avec les services de l'Etat dans le cadre des réunions dites "personnes publiques associées" et, d'autre part, de la prise en compte de deux avis conformes défavorables rendus par les services de l'Etat dans ce secteur de la commune.

Il est précisé que deux dossiers de déclarations préalables ont en effet été déposés en vue de construire sur les parcelles G 750, G 751, G 752, G 754, G 756, G 758, G 749, G 755 et NCA2. Les avis conformes défavorables des services de l'Etat considèrent que le terrain d'assiette "se situe dans un secteur au caractère naturel et en partie boisée et en extension de l'urbanisation existante". Ces projets n'ont

Les avis négatifs du préfet sur ces dossiers de déclarations préalables datent respectivement du 23 Juin 2023 et 24 Mars 2023. Ces avis négatifs du préfet figurent en Annexe 6

Pourquoi donc le PADD adopté le 7 Juillet 2023 intégrait-il ces parcelles dans le périmètre urbanisé du hameau? Pourquoi attendre le mois d'Octobre pour prendre en compte ces avis négatifs du préfet?

La réponse tient sans doute au fait qu'une demande de certificat d'urbanisme opérationnel a été déposée le 9 Octobre 2023 sur ces parcelles pour des logements pour le projet de ferme maraîchère au Perrier. Le récépissé de cette demande figure en Annexe 4.

E. La conclusion du compte rendu du débat n'est pas conforme à ce qui s'est dit en séance

Selon le compte rendu, la conclusion du débat serait la suivante :

Monsieur le Maire remercie les conseillers municipaux pour l'ensemble de leurs contributions, riches et précieuses, qui éclairent le projet et le choix du Conseil municipal pour l'avenir de Vaujany. Sans nouvelle demande de prise de parole, il clôture le débat sur le PADD.

Il indique que le Conseil municipal a débattu des orientations générales du PADD puis que la tenue de ce débat est formalisée par la délibération à laquelle est annexé le projet de PADD.

Cette délibération sera transmise à M. le Préfet et fera l'objet d'un affichage à la mairie durant une période d'un mois.

Dans les faits, Monsieur le maire a conclu le débat en indiquant que ce dernier se prolongerait lors d'une prochaine séance du conseil municipal. Nous disposons d'un enregistrement audio de cette conclusion que nous tenons à la disposition de madame la commissaire enquêtrice. Cet enregistrement est inclus dans ce document.

Nous retranscrivons ci-dessous les propos de Monsieur le maire en conclusion :

Le débat sur l'emplacement de la zone pour les saisonniers . Manifestement on n'a pas la solution. Ce que je propose c'est de laisser momentanément ce point en l'état, de revenir le plus tôt possible sur la discussion, voir avec les services de l'état. C'est pas pour botter en touche mais je pense qu'on ne va pas apporter aujourd'hui une réponse à cette problématique. Ce que je propose c'est de laisser le point en l'état. On essaie de progresser . Ça va reporter d'autant les 2 mois. Tout le temps que l'on passera à réfléchir cela va reporter d'autant les 2 mois. Alors réfléchissons vite. Le problème de fond c'est les saisonniers. On laisse le débat sur ce point là. On passe à la délibération suivante".

F. Conclusion :

Il convient de noter que ce compte-rendu du débat que nous avons commenté dans les sections précédentes n'a jamais été présenté aux conseillers municipaux. Il a été transmis à la préfecture le 11 décembre 2023. Cette date est plus d'un mois après la séance du conseil municipal du 23 Octobre 2023, délai inhabituellement long si on le compare aux autres documents transmis à la préfecture.

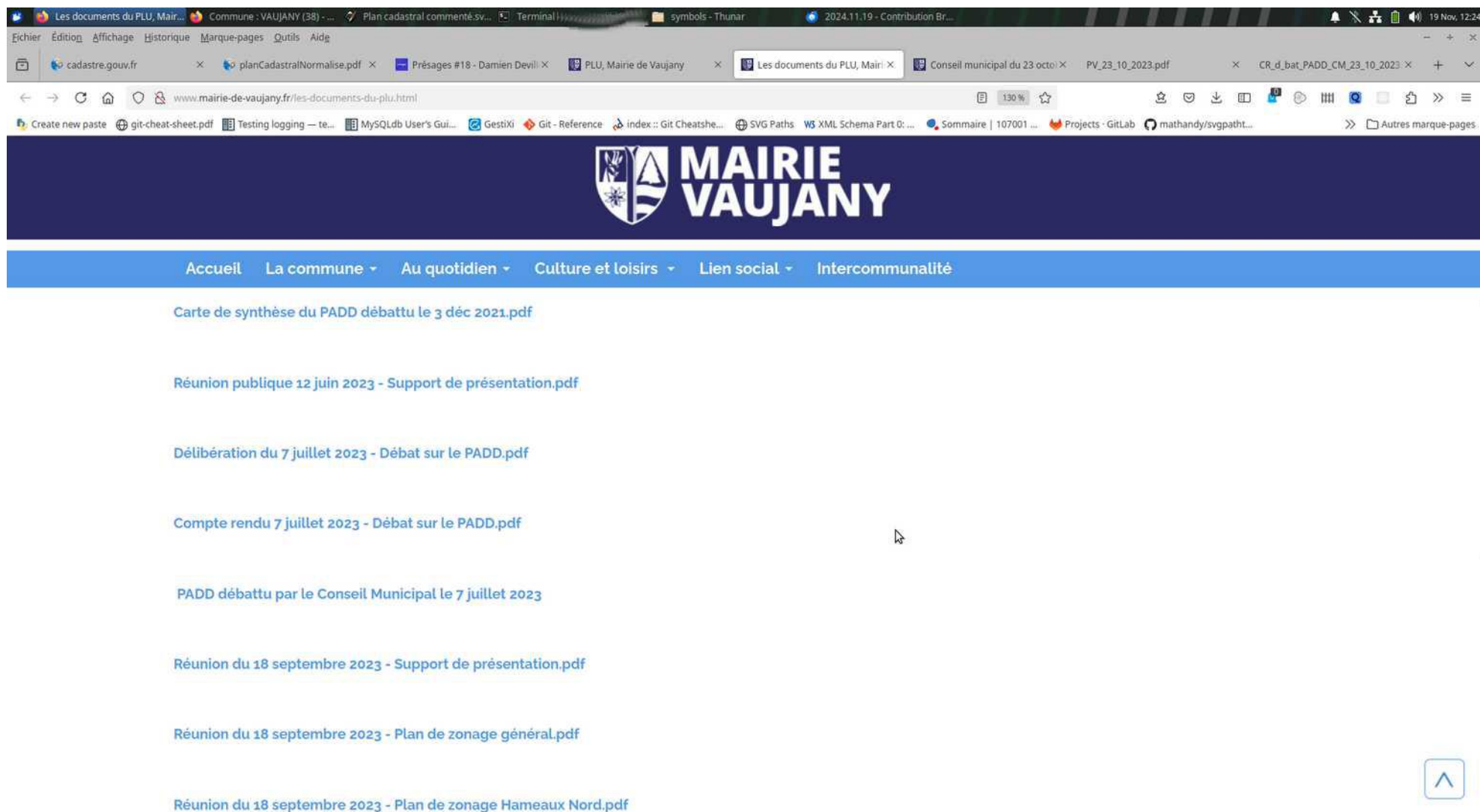
Il existe bien un PV des débats de la séance du conseil municipal du 23 Octobre 2023 qui figure en Annexe 7. Il est aussi disponible sur le site internet de la mairie ici : https://www.mairie-de-vaujany.fr/csx/scripts/downloader2.php?filename=T004/fichier/7f/43/8vf615wi1zjx&mime=application%2Fpdf&originalname=PV_23_10_2023.pdf.

Ce PV des débats n'est pas signé par la secrétaire de séance contrairement aux autres PV des débats. Il ne retrace aucun élément sur les débats à propos du PADD pendant la séance et se contente de reproduire le texte du PADD. En page 4 il est indiqué pour ce point sur le PLU qu'il y a eu 10 votants pour et 0 votes contre, alors même qu'il n'y a pas eu de vote pendant cette séance.

Pire 2 conseillers municipaux ont refusé d'approuver ce PV des débats. Ceci est indiqué dans le PV des débats de la séance du 17 Novembre 2023 qui figure en Annexe 5 mais les modifications n'ont jamais été reportées dans le PV des débats de la séance du 23 Octobre.

Enfin comme en témoigne la capture d'écran figurant en Annexe 1, ce compte rendu du débat n'était pas sur le site internet de la commune en date du 19 Novembre 2024, c'est à dire plus d'un an après le débat et moins de 3 semaines avant l'arrêt du PLU.

Annexe 1 : Capture d'écran sur le site internet de Vaujany au 19/11/2024



Annexe 2 : extrait de l'acte de vente de la parcelle G752

III/

Sur la commune de VAUJANY (38114), 4, chemin de l'Olina,

Figurant au cadastre sous les références suivantes :

Une surface de 59 ca à prendre sur une parcelle de plus grande importance
(BIEN non délimité) cadastrée :

G	752	4 Chemin de l'Olina	Sols	0	00	88
Contenance Totale :				0ha 00a 88ca		

Tel que cet immeuble existe, se poursuit et comporte, avec toutes ses aisances dépendances et immeubles par destination, servitudes et mitoyennetés, tous droits et facultés quelconques, sans exception ni réserve.

Ci-après dénommé le « BIEN ».

Le notaire soussigné a établi la désignation qui précède, tant d'après les anciens titres de propriété que d'après les énonciations de toutes les parties, et avec la précision qu'aucune réserve n'a été faite sur cette désignation.

L'ACQUEREUR déclare dispenser le VENDEUR ainsi que le notaire soussigné de faire plus ample désignation du BIEN et de ses éventuels éléments d'équipements, déclarant parfaitement le connaître pour l'avoir vu et visité dès avant ce jour.

PLAN

Une copie du plan du BIEN ci-dessus désigné est ci-annexée.

Annexe 3 : Catégories considérées comme artificialisées dans les fichiers fonciers pour le calcul de la consommation d'ENAF

← → ↺ 🏠 🔒

https://artificialisation.developpement-durable.gouv.fr/comprendre-et-sensibiliser/faq

📄 ⭐

🔖 📄 📄 📄 📄 📄 📄 📄 📄 📄

Create new paste 🔥 git-cheat-sheet.pdf 📄 Testing logging — te... 🌐 http://127.0.0.1:8000... 📄 MySQLdb User's Gui... 📄 Gestixi 🔴 Git - Reference 🌐 selenium.webdriver.... >> 📁 Autres marque-pages

⚙️ 📄 🕒 🌈

Comprendre et sensibiliser Mesurer la consommation d'espaces Mesurer l'artificialisation avec l'OCSGE Agir et être accompagné

Définir et observer

Définir et mesurer la consommation des ENAF à partir des Fichiers Fonciers

Processus de production des données de consommation ENAF avec les fichiers fonciers

Qu'est ce qui est considéré comme espace urbanisé et comme espace NAF dans les fichiers fonciers ?

Le calcul de consommation d'espaces se base sur les Fichiers fonciers, eux même issus des applications gérant les taxes foncières (MAJIC) fournis par l'administration fiscale. En effet, chaque parcelle possède un ou plusieurs usages des sols avec les surfaces de subdivision fiscales (SUF) associées. Le Cerema reprend ces usages et les surfaces des subdivisions fiscales concernées pour classer ces surfaces en espaces urbanisés ou ENAF.

Des informations plus précises sur la convention de mesure sont disponibles dans le [rapport méthodologique](#). La mesure de la consommation d'espace est ainsi dépendante de la façon dont les fichiers fonciers classent les subdivisions fiscales des parcelles. Le CEREMA procède donc à des retraitements, notamment pour exclure de la consommation d'ENAF les carrières conformément à la doctrine nationale (cf. fascicule 1).

Modalité	Signification (cgnumtxt)
01	TERRES
02	PRÉS
03	VERGERS
04	VIGNES
08	EAUX
05	BOIS
06	LANDES
07	CARRIÈRES
09	JARDINS
10	TERRAINS A BATIR
11	TERRAINS D AGREMENT
12	CHEMIN DE FER
13	SOL

Non Urbanisé (NAF)

Urbanisé

Comment les installations photovoltaïques sont-elles prises en compte dans les fichiers fonciers ?

Annexe 4 : Récépissé de la demande de certificat d'urbanisme en date du 9 Octobre 2023



Récépissé de dépôt d'une demande de certificat d'urbanisme opérationnel*

Madame, Monsieur,

Vous avez déposé une demande de certificat d'urbanisme opérationnel. Le délai d'instruction de votre dossier est de deux mois.

→ Si vous ne recevez pas de réponse de l'administration dans ce délai, vous bénéficierez d'un certificat d'urbanisme tacite.

⚠ Attention

- Conformément aux dispositions de l'article R.410-12 du Code de l'Urbanisme, à défaut de notification d'un certificat d'urbanisme dans le délai fixé par les articles R. 410-9 et R. 410-10, le silence gardé par l'autorité compétente vaut délivrance d'un certificat d'urbanisme tacite. Celui-ci a exclusivement les effets prévus par le quatrième alinéa de l'article L. 410-1, y compris si la demande portait sur les éléments mentionnés au b de cet article.

Cadre réservé à la mairie

La demande a été enregistrée sous le n°CU0385272320037
déposée à la mairie le : 09/10/2023
par : Monsieur LAMBERT Christian

Cachet de la mairie



Adresse du terrain : Chemin de l'Oline
Le Perrier

38114 Vaujany
Parcelles(s) du terrain : 0G-0756, 0G-0755, 0G-0749, 0G-0752, 0G-0751, 0G-0758, 0G-0754, 0G-0750

Le certificat d'urbanisme opérationnel est délivré sous réserve du droit des tiers :
il vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Il ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé, peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils.

* Dans le cadre d'une saisine par voie électronique, le récépissé est constitué par un accusé de réception électronique.
[1] Le maire ou le préfet en délivre certificat sur simple demande.

Annexe 5 : PV des débats du 17 Novembre 2023

1



PROCES VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 17 NOVEMBRE 2023

Date de convocation du conseil municipal : le 13 novembre 2023

L'an deux mil vingt-trois, le dix-sept novembre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de Vaujany, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Yves GENEVOIS, Maire.

Nombre de conseillers :	en exercice	11
	présents	8
	volants	11
	quorum	6

ASSISTENT À CETTE SÉANCE :

Présents :

Yves GENEVOIS	Maire
Mariane MICHEL	1 ^{ère} Adjointe
Michel VACCON	2 ^{ème} Adjoint
Jean-Luc BASSET	3 ^{ème} Adjoint
Brigitte ARNAUD	Membre du Conseil Municipal
Jacques JOUANS	Membre du Conseil Municipal
Valérie MARTINET	Membre du Conseil Municipal
Elvina SAVIOUX	Membre du Conseil Municipal

Absents : Bruno AVEQUE, Eric DOURNON et Nadine VERNEY

Pouvoir : Bruno AVEQUE à Brigitte ARNAUD, Eric DOURNON à Yves GENEVOIS et Nadine VERNEY à Jean-Luc BASSET

Secrétaire de séance : Elvina SAVIOUX

Monsieur le Maire informe que l'assemblée que le quorum étant atteint, il déclare la séance ouverte à 19h02.

En vertu de l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme Elvina SAVIOUX est désignée secrétaire de séance.

ORDRE DU JOUR

- 1) Approbation du procès-verbal du Conseil municipal du 23 octobre 2023
- 2) **INTERCOMMUNALITÉ** : points sur les dossiers en cours
- 3) **COMMANDE PUBLIQUE** :
 - a) Travaux de Rénovation et requalification de la Résidence de tourisme « Les Hauts de la Drayre » : validation de l'Avant-Projet Définitif, lancement de la consultation des marchés de travaux et autorisations d'urbanisme
 - b) Travaux de Rénovation et requalification de la Résidence de tourisme « Les Hauts de la Drayre » : avenant au marché de maîtrise d'œuvre
 - c) Transport public de personnes entre Vaujany et Bourg d'Oisans pour la saison d'hiver 2023/2024 et la saison d'été 2024 : Attribution du marché
 - d) Rénovation - réaménagement de la Place de la Fare : avenant aux marchés de travaux

4) DOMAINE SKIABLE DE LA COMMUNE DE VAUJANY

- a) Approbation du contrat de prestations de services conclu avec la société SATA Group définissant les modalités de secours sur pistes
- b) Homologation des tarifs secours 2023 / 2024
- c) Approbation du Plan d'Intervention pour le Déclenchement des Avalanches et autorisation de grenadage depuis hélicoptère - Saison d'Hiver 2023 / 2024
- d) Convention de participation financière au fonctionnement de la navette entre Bourg d'Oisans et Vaujany Saison d'hiver 2023/2024
- e) Convention de mise à disposition de l'ESF Vaujany de bureaux situés Gare du téléphérique et d'un local technique situé dans le parking enterré de la ZAC Centre
- f) Convention de mise à disposition du Jardin d'Enfants communal de Montfrais et des locaux attachés à l'ESF Vaujany pour la saison d'hiver 2023/2024
- g) Approbation de la convention d'attribution au Ski Club de Vaujany d'une avance sur la subvention de fonctionnement 2024
- h) Attribution d'une subvention exceptionnelle au Ski Club de Vaujany pour le financement des courses FIS de l'hiver 2023 / 2024 et approbation de la convention afférente
- i) Convention d'occupation temporaire et de gestion du stade de slalom de Montfrais entre la Commune de Vaujany, le Ski Club de Vaujany et la société SATA Group

5) DOMANIALITE - FONCIER :

- a) Acquisition du rez-de-chaussée du bâtiment Rif Fontan

6) OFFICE DE TOURISME

- a) Approbation des propositions du Conseil d'Exploitation du 24 octobre 2023
- b) Gratification de fin d'année 2023

7) FINANCES

- a) Demande de subvention de l'amicale du Personnel de la Commune de Vaujany et de son Office du Tourisme

QUESTIONS DIVERSES

★ ★ ★

1) Approbation du procès-verbal du Conseil municipal du 23 octobre 2023

M. le Maire propose aux membres du Conseil municipal 4 amendements à apporter au projet initial de procès-verbal.

Ces amendements concernent les points suivants :

- *Approbation du PV du Conseil municipal du 15 septembre : Il est précisé que Monsieur Bruno Aveque vote contre l'approbation de ce procès-verbal, et plus précisément du point relatif à la délibération consacrée au choix du futur exploitant de la résidence Les Hauts de la Drayre après rénovation et requalification. Il justifie ce vote en faisant part de son opposition aux dispositions du cahier des charges validés et mis en œuvre par le Conseil municipal pour retenir le futur exploitant.*
- *Délibération relative au débat sur les orientations générales du PADD : une précision est apportée sur les modalités de tenue du débat sur le PADD.*
- *Délibération relative au choix du futur exploitant des Hauts de la Drayre : une précision est apportée sur les éléments demandés à la société VACANCEOLE dans le cadre de la négociation du contrat.*

- Question diverse : Une précision est apportée quant au ressenti des élus relatif à la 1^{ère} année d'exploitation de l'Hôtel Restaurant Les Cimes et aux attentes de la Commune notamment s'agissant du respect des clauses du contrat relatives aux périodes d'ouverture.

Ces amendements sont adoptés à l'unanimité par l'ensemble des élus.

Madame Brigitte Arnaud vote contre l'approbation de ce procès-verbal ainsi amendé. Cette opposition concerne plus précisément le point relatif à la délibération consacrée au débat sur les orientations générales du PADD. Elle justifie ce vote en indiquant que les orientations présentées ne correspondent pas à ce qu'elle souhaiterait voir présenté dans le PADD de la commune et qu'il ne lui était pas apparu de façon explicite que le débat du PADD serait retranscrit dans une délibération.

M. le Maire, Michel Vaccon et Jacques Jouans lui indiquent en réponse que la procédure relative à l'élaboration du PLU prévoit (article 152-12 du code de l'urbanisme) que le PADD fait l'objet d'un débat et non d'une adoption. Ce débat a bien eu lieu à l'occasion du Conseil municipal du 23 octobre 2023. C'est cela que la délibération et le procès-verbal retranscrivent.

Détail des votes :

Votants pour 9

Votants contre 2 (Brigitte Arnaud, Bruno Aveque)

Abstentions 0

2) INTERCOMMUNALITÉ : points sur les dossiers en cours

Le conseil municipal prend connaissance des procès-verbaux du conseil communautaire du 9 novembre 2023 et du conseil syndical du SACO en date du 16 octobre 2023 ainsi que du dossier de présentation du projet de construction de la Maison de l'Oisans.

3) COMMANDE PUBLIQUE :

- Travaux de Rénovation et requalification de la Résidence de tourisme « Les Hauts de la Drayre » : validation de l'Avant-Projet Définitif, lancement de la consultation des marchés de travaux et autorisations d'urbanisme**

Présentation du projet d'Avant-Projet Définitif par M. Guibourdenche, maître d'œuvre.

En réponse à des questions de Brigitte Arnaud, il est indiqué d'une part que le projet de rénovation prévoit bien la présence de ski room et, d'autre part, que l'organisation des chantiers de la Place de la Fare et des Hauts de la Drayre apporte une très grande attention aux conditions d'exercice et d'exploitation des commerces situés Place de la Fare

En réponse à une question de Michel Vaccon relative à la prise en compte dans le planning et dans l'organisation de chantier du fonctionnement de la station en période estivale, il est indiqué que le groupement de maîtrise d'œuvre retravaille le planning prévisionnel pour limiter au maximum les contraintes et les nuisances.

Jacques Jouans suggère de procéder préalablement au vote de cette délibération sur l'APD des Hauts de la Drayre à l'examen et à l'adoption de la délibération relative à l'acquisition du rez-de-chaussée de Rif Fontan puisque les deux sujets sont liés.

Monsieur le Maire donne droit à cette demande, suspend l'examen de la délibération 3a et présente la délibération du point n°5.

Annexe 6 : avis négatifs du préfet sur les demandes de division de parcelles



Direction départementale des territoires

Service Application du droit des Sols, Études et Transversalité
Bureau de l'Instruction - Application du Droit des Sols

Grenoble, le 23 juin 2023

Le préfet
à
Monsieur le Président de la
Communauté de communes de l'Oisans

Zohra BEKKAL
Instructrice ADS

Objet : Demande d'avis conforme du préfet en application de l'article L422-6 du code de l'urbanisme
Réceptionnée le 08 juin 2023 - DP 038 527 23 20006 - Mme LAMBERT Odile

Vous m'avez transmis pour avis la déclaration préalable déposée par Mme LAMBERT Odile pour la division en vue de construire sur les parcelles cadastrales G 750, G 751, G 752, G 754, G 756, G 758, G 749p, G 755p et une partie du chemin rural référencé A2 sises route du Col du Sabot à Vaujany.

Suite à la caducité du Plan d'Occupation des Sols, les règles d'urbanisme applicables sur le territoire communal non couvert par un document d'urbanisme (article L174-1 du code de l'urbanisme), relèvent du règlement national d'urbanisme. Les demandes d'autorisation de construire sont par conséquent soumises à l'avis conforme du préfet en application de l'article L422-6 du code de l'urbanisme.

La commune est également soumise aux dispositions des articles L122.5 et suivants du code de l'urbanisme relatifs à la protection et au développement de la montagne, imposant une urbanisation réalisée en continuité avec les bourgs, villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants.

Après examen de la demande, il apparaît que le projet contribue à étendre l'urbanisation existante dans un secteur au caractère naturel et en partie boisée.

Dès lors, ce projet est incompatible avec les dispositions de l'article L122.5 du code de l'urbanisme.

Le projet est situé en zone d'aléa faible du risque de glissement de terrain.

Compte tenu de ce qui précède, au titre de l'article L422-6 du code de l'urbanisme, j'émet un **avis conforme défavorable**.

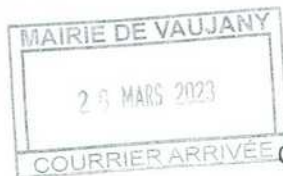
P/Le préfet
P/Le directeur départemental des territoires
Le responsable du bureau Instruction ADS


Pierre-Alain MAQUERET

Tél : 04 56 59 46 51
Mél : zohra.bekkal@isere.gouv.fr
Adresse, 17, bd Joseph Vallier, BP 45
38040 Grenoble Cedex 9

Service Application du droit des Sols, Études et Transversalité
Bureau de l'Instruction - Application du Droit des Sols

Grenoble, le 24 mars 2023



Le préfet
à
Monsieur le Président de la
Communauté de communes de l'Oisans

Zohra BEKKAL
Instructrice ADS

Objet : Demande d'avis conforme du préfet en application de l'article L422-6 du code de l'urbanisme
Réceptionnée le 09 mars 2023 - DP 038 527 23 20003 - Mme LAMBERT Odile

Vous m'avez transmis pour avis la déclaration préalable déposée par Mme LAMBERT Odile pour la division en vue de construire sur les parcelles cadastrales G 750, G 751, G 752, G 754, G 756, G 758, G 749p, G 755p et une partie du chemin rural référencé A2 sises route du Col du Sabot à Vaujany.

Suite à la caducité du Plan d'Occupation des Sols, les règles d'urbanisme applicables sur le territoire communal non couvert par un document d'urbanisme (article L174-1 du code de l'urbanisme), relèvent du règlement national d'urbanisme. Les demandes d'autorisation de construire sont par conséquent soumises à l'avis conforme du préfet en application de l'article L422-6 du code de l'urbanisme.

La commune est également soumise aux dispositions des articles L122.5 et suivants du code de l'urbanisme relatifs à la protection et au développement de la montagne, imposant une urbanisation réalisée en continuité avec les bourgs, villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants.

Après examen de la demande, il apparaît que le terrain d'assiette se situe dans un secteur au caractère naturel, en partie boisée, et en extension de l'urbanisation existante.

Dès lors, ce projet, de nature à favoriser une extension de l'urbanisation existante dans un espace au caractère naturel, est incompatible avec les dispositions de l'article L122.5 du code de l'urbanisme.

Le projet est situé en zone d'aléa faible du risque de glissement de terrain.

Compte tenu de ce qui précède, au titre de l'article L422-6 du code de l'urbanisme, j'émet un **avis conforme défavorable**.

P/Le préfet
P/Le directeur départemental des territoires
Le responsable du bureau Instruction ADS


Pierre-Alain MAQUERET

Annexe 7 : PV des débats du 23 Octobre 2023

1



PROCES VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 23 OCTOBRE 2023

Date de convocation du conseil municipal : le 17 octobre 2023

L'an deux mil vingt-trois, le vingt-trois à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la Commune de Vaujany, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Yves GENEVOIS, Maire.

Nombre de conseillers :	en exercice	11
	présents	10
	votants	10
	quorum	6

ASSISTENT À CETTE SÉANCE :

Présents :

Yves GENEVOIS	Maire
Mariane MICHEL	1ère Adjointe
Michel VACCON	2ème Adjoint
Jean-Luc BASSET	3ème Adjoint (présent du point n°1 au point n°4b inclus)
Brigitte ARNAUD	Membre du Conseil Municipal
Bruno AVEQUE	Membre du Conseil Municipal
Eric DOURNON	Membre du Conseil Municipal
Jacques JOUANS	Membre du Conseil Municipal
Valérie MARTINET	Membre du Conseil Municipal
Elvina SAVIOUX	Membre du Conseil Municipal

Absents : Nadine VERNEY

Pouvoir : -

Secrétaire de séance : Elvina SAVIOUX

Monsieur le Maire informe que l'assemblée que le quorum étant atteint, il déclare la séance ouverte à 18h08.

En vertu de l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme Elvina SAVIOUX est désignée secrétaire de séance.

ORDRE DU JOUR

- 1) Approbation du procès-verbal du Conseil municipal du 15 septembre 2023
- 2) **INTERCOMMUNALITÉ :**
 - a. points sur les dossiers en cours
 - b. Transfert de la compétence SPANC au SACO
- 3) **PLAN LOCAL D'URBANISME :** Débat sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables
- 4) **DOMANIALITE - FONCIER :**
 - a. Construction de logements permanents et de logements à destination des travailleurs saisonniers : accord de principe et promesses de vente

- c. Modalités d'exploitation de la résidence de tourisme Les Hauts de la Drayre : choix du futur exploitant

5) DOMAINE SKIABLE DE LA COMMUNE DE VAUJANY :

- a) Convention à conclure avec SATA Group pour la gratuité d'accès des piétons au plateau de Montfrais pour la saison Hiver 2023 / 2024
- b) Approbation de la convention de mise à disposition d'un local situé Gare du téléphérique – 38114 VAUJANY au Bureau des Guides de l'Alpe d'Huez

6) COMMANDE PUBLIQUE :

- a) Groupement de commandes avec la Communauté de Communes de l'Oisans pour la fourniture et l'acheminement d'électricité et services associés
- b) Marché de prestations de services - Organisation des sorties et séjours culturels de la commune de Vaujany pour l'année 2024 : Attribution du marché
- c) Marché de prestations et de fournitures pour la maintenance des ascenseurs inclinés : Approbation des modalités de lancement de la consultation
- d) Maintenance des installations techniques du Pôle Sports Loisirs : Approbation d'un avenant n°1 au marché
- e) Rénovation du centre d'accueil de loisir avec hébergement « Le Flumet » : avenants aux marchés de travaux
- f) Travaux d'entretien des bâtiments communaux (échafaudage, lasure, garde-corps, travaux divers : suite donnée à la consultation

7) FINANCES :

- a) Régie de recettes "Pôle Culturel" : intégration des tarifs pour les sorties et séjours culturels de l'année 2024
- b) Régie de recettes "Pôle Culturel" : modification de tarifs existants
- c) Régie de recettes "Hauts de la Drayre" : approbation des tarifs Hiver 2022/2023
- d) Aide d'urgence aux victimes des catastrophes naturelles intervenues au Maroc et en Lybie

8) CONVENTIONS :

- a) Conventions pour le déneigement par la Commune de Vaujany des voies privées des copropriétés situées sur le territoire communal pour la saison d'hiver 2023/2024
- b) Approbation de la convention d'utilisation de la patinoire par l'association sportive « Club de curling de Vaujany – Les Pierres de Feu »
- c) Renouvellement de la convention de mise à disposition de matériel entre la Commune d'Huez en Oisans et la Commune de Vaujany
- d) Approbation de la Convention relative au partenariat avec le Grenoble Isère Métropole Patinage et la Commune de Vaujany
- e) Convention pour la transmission électronique des actes soumis au contrôle de légalité ou à une obligation de transmission au représentant de l'État: approbation de l'avenant n°2

QUESTIONS DIVERSES

1. Approbation du procès-verbal du Conseil municipal du 15 septembre 2023

Votants pour 9
Votants contre 1
Abstentions 0

Monsieur le Maire demande aux membres de l'assemblée s'il y a des observations ou des remarques à propos du procès-verbal de séance du Conseil municipal du 15 septembre 2023.

Monsieur Bruno AVEQUE vote contre l'approbation de ce procès-verbal, et plus précisément du point relatif à la délibération consacrée au choix du futur exploitant de la résidence Les Hauts de la Drayre après rénovation et requalification. Il justifie ce vote en faisant part de son opposition aux dispositions du cahier des charges validés et mis en œuvre par le Conseil municipal pour retenir le futur exploitant.

2. INTERCOMMUNALITÉ :

a. points sur les dossiers en cours

Le conseil municipal prend connaissance du procès-verbal du conseil communautaire du 28 septembre 2023 et de l'ordre du jour du conseil syndical du SACO en date du 16 octobre 2023.

b. Transfert de la compétence SPANC au SACO

Votants pour 10
Votants contre 0
Abstentions 0

Vu les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment celles des articles L. 5711-1 à L. 5711-4, L. 5212-1 et suivants ainsi que celles des articles L. 5211-17, L. 5211-18 et L. 5211-20,

Vu les arrêtés préfectoraux portant création puis modifications statutaires du SACO le modifiant en syndicat à la carte,

Vu les statuts du SACO en vigueur,

Vu les délibérations du conseil municipal décidant de créer le SACO et de modifier ses statuts,

Vu la délibération 03-090312-05 du 9 mars 2012 décidant de ne pas transférer la compétence optionnelle « Assainissement non collectif » (SPANC) au SACO,

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 21/09/2023,

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que le Syndicat d'Assainissement des Communes de l'Oisans (SACO) assure de façon obligatoire la compétence assainissement collectif par l'intermédiaire de la Régie d'Assainissement Collectif (RAC) sur l'intégralité des communes du syndicat.

Par ailleurs, le SACO assure de façon optionnelle la compétence Assainissement Non Collectif pour certaines communes membres. Le SPANC permet d'assurer les prestations de contrôle des installations individuelles mais également les prestations liées aux réhabilitations d'installations.

Il est rappelé au conseil municipal que lors de la modification du SACO en 2011, le conseil municipal de Vaujany avait décidé de ne pas transférer la compétence SPANC au SACO.

Par courrier en date du 22 décembre 2022, le Président du SACO rappelle aux communes n'ayant pas déjà opté pour le transfert du SPANC au SACO l'existence de cette possibilité.

Par courrier en date du 24 janvier 2023, Monsieur le Maire de Vaujany a exprimé la volonté de la Commune de Vaujany d'engager le transfert de la compétence SPANC au SACO dans une logique d'harmonisation à l'échelle du territoire.

Il est désormais proposé d'acter ce transfert de compétence à la date du 1^{er} janvier 2024.

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré à l'unanimité

- **ABROGE** la délibération n°03-090312-05 du 9 mars 2012,
- **APPROUVE** le transfert du SPANC au SACO,

- **DEMANDE** l'intégration du SPANC communal au SPANC intercommunal du SACO à compter du 1^{er} janvier 2024,
- **APPROUVE** la modification des statuts du SACO pour permettre ce transfert.

3. **PLAN LOCAL D'URBANISME : Débat sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables**

Votants pour	10
Votants contre	0
Abstentions	0

Monsieur le Maire rappelle que le Conseil Municipal a prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme par une délibération du 1^{er} Octobre 2021.

L'article L151-2 du code de l'urbanisme dispose que les PLU comprennent notamment un projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

Selon l'article L151-5 du code de l'urbanisme, "le projet d'aménagement et de développement durables définit :

1° Les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ;

2° Les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune.

Pour la réalisation des objectifs de réduction d'artificialisation des sols mentionnés aux articles L. 141-3 et L. 141-8 ou, en l'absence de schéma de cohérence territoriale, en prenant en compte les objectifs mentionnés à la seconde phrase du deuxième alinéa de l'article L. 4251-1 du code général des collectivités territoriales, ou en étant compatible avec les objectifs mentionnés au quatrième alinéa du I de l'article L. 4424-9 du même code, à la seconde phrase du troisième alinéa de l'article L. 4433-7 dudit code ou au dernier alinéa de l'article L. 123-1 du présent code, et en cohérence avec le diagnostic établi en application de l'article L. 151-4, le projet d'aménagement et de développement durables fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Il ne peut prévoir l'ouverture à l'urbanisation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers que s'il est justifié, au moyen d'une étude de densification des zones déjà urbanisées, que la capacité d'aménager et de construire est déjà mobilisée dans les espaces urbanisés. Pour ce faire, il tient compte de la capacité à mobiliser effectivement les locaux vacants, les friches et les espaces déjà urbanisés pendant la durée comprise entre l'élaboration, la révision ou la modification du plan local d'urbanisme et l'analyse prévue à l'article L. 153-27. Il peut prendre en compte les spécificités des anciennes communes, notamment paysagères, architecturales, patrimoniales et environnementales, lorsqu'il existe une ou plusieurs communes nouvelles.

Lorsque le territoire du plan local d'urbanisme intercommunal comprend au moins une commune exposée au recul du trait de côte, les orientations générales mentionnées aux 1° et 2° du présent article prennent en compte l'adaptation des espaces agricoles, naturels et forestiers, des activités humaines et des espaces urbanisés exposés à ce recul."

Conformément à l'article L153-12 du code de l'urbanisme, les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables doivent être soumises au débat du conseil municipal, au plus tard deux mois avant l'examen du projet de Plan Local d'Urbanisme.

Monsieur le Maire rappelle que le Conseil municipal a déjà débattu du projet de PADD lors des séances du 3 décembre 2021 et du 7 juillet 2023.

Depuis cette date, le projet de PLU a fait l'objet d'une nouvelle réunion dite "Personnes Publiques Associées" puis d'une réunion publique ouverte à l'ensemble des habitants de la commune.

Ces réunions ont permis de présenter les grandes lignes du projet de règlement ainsi que le projet de zonage du futur PLU.

S'agissant du zonage, les échanges ont notamment porté sur l'impact des dispositions de la loi Climat & Résilience en termes de consommations et d'artificialisations d'espaces agricoles et naturels. Ils ont également permis de préciser les modalités de mise en œuvre de cette loi en fonction de la situation des communes qu'elles soient sous le régime du RNU, sous celui d'une carte communale, qu'elles disposent déjà d'un PLU ou qu'elles soient en cours d'élaboration d'un PLU.

La réunion publique a également permis de partager le principe d'absence d'artificialisation nette des sols à l'horizon 2050 posé par la Loi Climat & Résilience et de préciser la définition juridique de cette artificialisation nette des sols (solde de l'artificialisation et de la renaturation des sols).

Ont également été évoquées et soumises à l'échange avec les habitants, le fait que la loi Climat & Résilience impose que d'ici à 2050 :

- l'artificialisation doit prioritairement se faire dans les parcelles en dents creuses et dans les parcelles qui présentent un potentiel de division pour densification ;
- le rythme de l'artificialisation des sols doit être divisé par deux à l'échelle nationale entre 2021 et 2031 par rapport à 2011-2021 ;
- il est supposé qu'après 2031, les communes doivent, par période de dix ans, diviser encore par deux les surfaces artificialisées ;
- le schéma régional d'aménagement et de développement durable du territoire (SRADDET) de la région AURA, puis le schéma de cohérence territoriale (SCoT) de l'Oisans doivent préciser à l'échelle de leur territoire les modalités d'application de la loi Climat et Résilience.

Enfin, le sujet de la traduction concrète de ces dispositions de la loi Climat & Résilience dans le PLU de la commune a naturellement fait l'objet de discussions avec les habitants, tant lors de la réunion du 12 juin 2023 que lors de celle du 18 septembre 2023. Leur mise en œuvre impacte en effet directement :

- le niveau d'artificialisation à retenir,
- l'acceptabilité de ce niveau par les services de l'Etat (qui devront valider le projet de PLU dans le cadre de l'avis des personnes publiques associées et du contrôle de légalité des actes des collectivités)
- la répartition de cette artificialisation à l'échelle de la commune, étant rappelé qu'elle est nécessairement affectée en priorité aux parcelles en dents creuses et que l'urbanisation en extension doit être priorisée au Grand Vaujany.

Les échanges intervenus lors de ces différentes réunions justifient d'un travail d'adaptation du PADD tel qu'il a été débattu le 7 juillet dernier par le Conseil municipal.

Un nouveau débat sur le PADD est donc nécessaire afin de se prononcer sur les adaptations à apporter au PADD de la commune. Il est important en effet que les membres du Conseil municipal se prononcent sur ces évolutions à apporter au PADD de la commune.

Monsieur le Maire expose alors le projet de PADD de la commune de Vaujany pour lequel trois grandes orientations sont retenues.

Orientation n°1 : Poursuivre la dynamique de développement touristique, d'accueil de population et de création d'emplois

Créer une cinquantaine d'emplois sur la commune, à l'horizon 10 ans, dans le prolongement de la dynamique passée

- Accompagner le développement touristique de la station en permettant la création d'environ 700 nouveaux lits touristiques marchands sur 2 opérations d'importances (dont une opération de renouvellement urbain) et dans le diffus. Ce développement offrira des garanties financières et de pérennité du modèle tant à la commune pour ses propres équipements et à l'exploitant de son domaine skiable qu'à l'écosystème socioprofessionnel de la station. Il représente au global environ 4000 lits sur la station.
- Interdire le changement de destination des hébergements touristiques marchands.
- Maintenir l'équilibre actuel entre résidences principales, résidences de tourisme et résidences secondaires tout en limitant la production de lits froids
- Renforcer l'armature commerciale en lien avec l'augmentation de la population touristique en particulier sur le village de Vaujany.
- Favoriser la création d'entreprises et notamment l'accueil, l'implantation et le développement d'activités artisanales.
- Poursuivre la diversification des activités touristiques pour renforcer l'attractivité estivale et celle des ailes de saison : centre estival du Collet, aménagement de diversification et d'activités estivales sur le domaine skiable, développement de l'offre VTT et VTAE, liaison Col du Sabot – Lac de Grand Maison, proposition d'une offre de refuges d'altitude...
- Garantir la pérennité du domaine skiable par le confortement de la neige de culture, l'amélioration de l'offre de services, la modernisation des infrastructures, ...

- Développer les offres de services en matière de télétravail pour permettre d'étendre les périodes d'attractivité de la commune.
- Maintenir l'activité agricole en favorisant la pérennité des exploitations existantes, la vente directe et la distribution en circuit court
- Garantir le périmètre fonctionnel des exploitations existantes et encadrer le développement des habitations qui y sont liées.
- Maintenir l'activité agro-pastorale en assurant la complémentarité entre les différents usages y compris touristiques et les activités des espaces agricoles et du pastoralisme, lequel permet de limiter l'enfrichement des terres ;
- Renforcer la synergie entre le tourisme et l'agriculture (valorisation des produits locaux, développement des circuits courts, animation et accueil à la ferme, lien à développer auprès des hôtels/restaurants...) tout en encadrant, en zone agricole, le développement des hébergements touristiques ;

Accueillir à minima une trentaine d'habitants permanents supplémentaires à l'horizon 10 ans

- Consolider l'offre de services à la population et d'équipements publics ;
- Améliorer l'accès aux infrastructures numériques pour favoriser le télétravail ;
- Programmer l'extension des réseaux d'énergie en adéquation avec le projet communal
- Construire à minima une cinquantaine de logements communaux pour permettre aux personnes travaillant sur la commune de s'installer : population permanente à l'année (une vingtaine de logements) et population de travailleur saisonnier (une trentaine de logements) ;
- Développer l'offre en logements saisonniers de qualité offrant ainsi la possibilité à ces travailleurs de se fixer davantage sur la commune, notamment, en imposant dans les opérations immobilières touristiques un pourcentage minimum de ce type de logements
- Prioriser la production de logements permanents au chef-lieu, principal centre d'activités de la commune
- Favoriser dans les opérations stratégiques à destination de logements, une mixité des formes urbaines, respectueuse de l'identité architecturale de la station

Orientation n°2 : Promouvoir un développement équilibré, modérant la consommation d'espaces et pérennisant l'armature urbaine et villageoise

Prioriser et hiérarchiser le développement urbain en fonction des équipements et de la géographie des lieux tout en respectant l'organisation historique de la commune en chapelet de hameaux et de village.

Maintenir les coupures d'urbanisation entre les différents hameaux et villages.

Stopper l'étalement urbain naissant sur le secteur aval de la commune.

En application des dispositions de la loi Climat & Résilience :

- Favoriser la réhabilitation des bâtiments vétustes et la réutilisation des logements vacants ;
- Densifier prioritairement les parties actuellement urbanisées (enveloppes urbaines du Grand Vaujany et des hameaux), à hauteur de 2 ha ;
- Limiter les extensions de l'urbanisation à environ 1,50 hectares ; l'artificialisation des sols en extension intégrant d'une part, les projets en cours et, d'autre part, les opérations stratégiques présentées dans la carte de synthèse du projet de PADD et mises en œuvre en application de l'orientation n°1 du PADD (Poursuivre la dynamique d'accueil de population permanente et de création d'emplois).

Veiller, s'agissant des opérations touristiques stratégiques, à la conformité réglementaire des constructions sur le plan de la limitation des consommations énergétiques et à la qualité des prestations touristiques proposées

Orientation n°3 : Préserver le cadre de vie, source d'attractivité

Veiller au maintien des caractéristiques paysagères et architecturales de la commune

- Assurer l'insertion paysagère des nouvelles constructions par leur adaptation dans la pente et le grand paysage ;
- Assurer une insertion architecturale des constructions qualitative en rapport avec les formes urbaines environnantes ;
- Préserver les cônes de vues, les perspectives paysagères remarquables et les paysages ouverts les plus caractéristiques ;
- Respecter les silhouettes villageoises historiques ;
- Sauvegarder et mettre en valeur les chalets d'alpage ;
- Protéger les éléments patrimoniaux communaux remarquables
- Préserver les jardins de cœur de village source de respiration dans le tissu bâti.

Protéger les sites écologiques sensibles en particulier les zones humides ;

Maintenir les continuités écologiques existantes ;

Préserver les terres agricoles et les alpages pour leurs richesses agronomique, écologique et paysagère ;

Améliorer les mobilités touristiques et du quotidien :

- Sécuriser les déplacements en particulier dans les hameaux (réduction des vitesses de circulation, stationnement, modes doux...) ;
- Améliorer les liaisons douces ;
- Assurer les déplacements agricoles ;
- Améliorer l'offre en sentiers pédestres en particulier pour la randonnée ;
- Améliorer l'offre de transport en commun en particulier inter-hameaux ;
- Régir le stationnement des campings cars par une offre adaptée ;

S'adapter au changement climatique

- Se prémunir de l'évolution des risques naturels en lien avec le changement climatique ;
- Favoriser l'installation de dispositifs EnR sur les constructions ;
- Protéger la ressource en eau ;
- S'assurer du traitement des eaux usées dans le respect des normes et du zonage d'assainissement ;
- Favoriser la gestion alternative des eaux pluviales ;
- Prendre en compte dans les projets urbains la qualité de l'ensoleillement, les vents dominants, et les effets de masques ;
- Permettre les installations hydroélectriques ;

Après présentation des éléments ci-dessus évoqués, M. le Maire déclare le débat ouvert.

Les membres du Conseil municipal débattent alors des orientations générales et des différents axes du PADD.

Monsieur le Maire remercie les conseillers municipaux pour l'ensemble de leurs contributions, riches et précieuses, qui éclairent le projet et le choix du Conseil municipal pour l'avenir de Vaujany.
Sans nouvelle demande de prise de parole, il clôture le débat sur le PADD.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (ainsi que le compte rendu du débat) sont joints à la présente délibération.